

NRC

CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS



2023 LES CRISES DE DÉPLACEMENT
LES PLUS **NÉGLIGÉES**
DANS LE MONDE



- 1: Burkina Faso
- 2: Cameroun
- 3: RD Congo
- 4: Mali
- 5: Niger
- 6: Honduras
- 7: Sud-Soudan
- 8: République centrafricaine
- 9: Tchad
- 10: Soudan

Publié : 03/06/2024

Principaux auteurs et contributeurs : Tina Abu-Hanna, Jessica Wanless, Hélène Michou, Catherine De Bock, Thale Solnørdal Jenssen, Ingebjørg Kårstad, Marine Olivesi, Patricia Pouhe Ngo Nyemb, Joachim Giaminardi, Gaoussou Chérif Haidara, Jessica Vidales Ferro, Laura Diez Ron, Karl Schembri, Marion Guenard, Alison Bottomley, Mathilde Vu

Conception : Tove Skjeflo

Photo de couverture : « Ma plus grande inquiétude en tant que mère est que mes enfants ont faim et que je n'ai pas assez de nourriture pour les nourrir. Parfois, ils pleurent à cause de la faim, et ça me brise le cœur. Ils ne grandissent plus comme quand on était dans notre village. Ils perdent du poids, et moi aussi », a déclaré Mariam, déplacée à l'intérieur du Burkina Faso, qui vit maintenant dans la ville de Kongoussi. Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC

Sources : Service de suivi financier de l'ONU, Meltwater, HRW, PAM, ACAPS, IDMC, UNOCHA, HCR, NRC

Suivez-nous:

Définition

négligence

1. Manque de soin, d'application dans l'exécution d'une tâche
2. Manque d'attention, de vigilance à l'égard de choses, d'événements
3. Faute non intentionnelle résultant de ce manque de soin ou de ce manque de vigilance

Source : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/n%C3%A9gligence/54071



La négligence est la nouvelle norme

Alors que l'attention du monde s'estompe et circule autour de nouvelles crises et conflits, une tendance troublante se dessine. La négligence des crises de déplacement prolongées évoquées dans le présent rapport devient la nouvelle norme. Le nombre de déplacements augmente et les besoins deviennent incontrôlables. Pourtant, le financement, l'attention des médias et l'engagement politique restent insuffisants.

Chaque année, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publie un rapport sur les dix crises de déplacement les plus négligées dans le monde. L'objectif est de mettre l'accent sur le sort des personnes dont les souffrances font rarement la une des journaux internationaux, qui ne reçoivent que peu ou pas d'aide et qui ne sont jamais au centre de l'attention des efforts de la diplomatie internationale.

Voici la liste pour 2023.

Toutes les crises évoquées dans le rapport de cette année perdurent et affectent la vie des communautés depuis des années, parfois même des décennies.

La calamité qui frappe le Soudan est une mise en garde éloquente de ce qui se passe lorsque la négligence s'enracine et que le monde tourne le dos à une crise. En 2023, le Soudan a été précipité dans une guerre dévastatrice, obligeant plus de 10 millions de personnes à fuir leurs foyers et faisant du Soudan la plus grande crise de déplacement au monde. Malgré la gravité de la situation, la menace imminente de famine et l'ampleur des besoins, le pays reste sur cette liste et le peuple soudanais demeure négligé.

La liste de cette année représente une course vers le bas, le Burkina Faso conservant sa position de crise de déplacement la plus négligée au monde pour la deuxième année consécutive. Le pays a connu un record de 707 000 nouveaux déplacements et des centaines de milliers de personnes privées de toute aide. La couverture médiatique a chuté car l'accès est devenu plus difficile pour les journalistes et les organisations humanitaires. Entre-temps, la situation dans le pays s'est aggravée et les besoins ont augmenté à un rythme rapide.

Dans le monde entier, il y a eu un déficit record de 32 milliards de dollars dans les budgets consacrés à l'aide, laissant 57% des besoins humanitaires non satisfaits en 2023.

Le coût humain de ce déficit de financement sans cesse en augmentation est élevé, et il est dévastateur pour des millions de personnes à travers le monde. La négligence est

devenue si enracinée et normalisée que la réalité de ce fossé ne suscite plus aucun choc. Dans de nombreux pays qui figurent sur cette liste, cet écart se traduit par le fait que les populations n'ont pas assez à manger, que les familles fuient sans cesse à la recherche de sécurité et de ressources, que les enfants n'ont pas accès à l'éducation et que des individus perdent leurs moyens de gagner un revenu.

Le déficit de financement signifie que les organisations humanitaires luttent pour atteindre ceux qui en ont le plus besoin, que les aides sont allouées de manière sélective, aggravant les crises. Cela signifie que lorsque de graves catastrophes climatiques surviennent, les gens ne sont pas prêts à en supporter les conséquences potentiellement désastreuses. La négligence alimente également les niveaux d'insécurité alimentaire croissants dans tous les pays de notre liste 2023. Chaque pays connaît actuellement, ou devrait connaître, de graves niveaux d'insécurité alimentaire. Cette dernière est à son tour aggravée par des coupes ou la suspension des financements de l'aide humanitaire et du développement.

La plupart des pays font face aux effets des conflits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières. La guerre au Soudan déborde sur le Tchad et le Soudan du Sud, frappés par la pauvreté, tandis que le Cameroun est aux prises avec une pression interne croissante dans un conflit régional plus large. La négligence prolongée a des conséquences qui traversent les frontières et créent des crises dans les crises.

La société elle-même est dans un état de lassitude face aux crises. Tragédie après tragédie, les images bouleversantes ne conservent plus leur valeur de choc, on referme le journal, on clique ailleurs. Au milieu de cette désensibilisation inquiétante et de l'acceptation de statistiques record des crises de déplacement négligées dans le monde comme nouvelle norme, réside le danger de la complaisance. Nous ne devons pas abandonner l'espoir et nous laisser engourdir par le barrage incessant de crises. Nous devons impulser une réinitialisation de la compassion internationale et recentrer nos efforts là où les besoins sont les plus grands.



La méthodologie

Toutes les crises de déplacement* ayant entraîné le déplacement de plus de 200 000 personnes ont été analysées, soit 39 crises au total. Le rapport a été élaboré sur la base de trois critères, qui se sont vu accorder la même importance :

1. Manque de volonté politique internationale

Une analyse qualitative de la volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques a été réalisée sur l'ensemble des 39 crises, sur la base des contributions d'experts de NRC aux niveaux national et régional. Pour les situations de conflit en cours, l'analyse a porté sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, les missions de maintien de la paix, les mécanismes de procédure spéciale des Nations Unies, les enquêtes des Nations Unies et tout autre effort diplomatique régional ou international pertinent tout au long de l'année 2023. L'existence d'envoyés spéciaux pour certains pays ou régions a été prise en compte, tout comme les discussions internationales de haut niveau ou les autres engagements internationaux, par exemple en matière de consolidation de la paix ou de droits de l'humain.

L'analyse a également examiné toute tendance significative dans le soutien des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, avec des informations provenant des bureaux de représentation de NRC dans les capitales clés des bailleurs.

Cette analyse qualitative a été complétée par des sources secondaires de données, notamment l'indice de gravité INFORM, les aperçus de l'accès humanitaire ACAPS, l'indice des états de fragilité de l'OCDE, les populations à risque (Centre mondial pour la responsabilité de protéger) et les chiffres de déplacement pertinents de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Enfin, le niveau d'engagement politique a été examiné en fonction de l'ampleur et de la gravité de la crise de déplacement et du nombre de réfugiés accueillis.

2. Manque d'attention des médias

Le niveau d'attention des médias envers les différentes crises de déplacement a été mesuré à l'aide des chiffres de la société de

surveillance des médias Meltwater, qui mesure la couverture médiatique en ligne. Pour trouver des reportages centrés sur le déplacement, les mots clés « déplacés OU déplacement OU réfugiés* » ont été employés conjointement avec le nom du pays. Pour comparer l'attention des médias à l'égard des différentes crises, nous avons calculé la couverture médiatique par rapport au nombre de personnes déplacées par chaque crise, dont les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés, en utilisant les derniers chiffres du Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC) de NRC pour le nombre de PDI déplacées par le conflit, et le HCR pour d'autres chiffres..

3. Manque de financement humanitaire

Chaque année, l'ONU et ses partenaires humanitaires lancent des appels de fonds pour couvrir les besoins de base des populations dans les pays touchés par des crises de grande ampleur. Le montant des fonds recueillis pour chaque crise en 2023 a été évalué en pourcentage du montant nécessaire pour couvrir les besoins. Lorsqu'il existe à la fois un appel à l'aide humanitaire à l'intérieur du pays et un plan régional de réponse aux réfugiés, la moyenne a été calculée. Lorsqu'il n'y a d'appel de fonds, ce critère n'a pas été pris en compte dans l'analyse.

Le pourcentage des appels couverts nous donne une indication du niveau de soutien économique, mais les résultats peuvent être faussés par le fait que la communauté humanitaire adapte parfois ses appels à ce qu'elle estime être réalisable. Alors que la communauté humanitaire dans certains pays essaie d'atteindre toutes les personnes dans le besoin, le niveau d'ambition peut être beaucoup plus bas dans d'autres pays.

*Il n'a pas été possible d'analyser la situation en Chine et en République populaire démocratique de Corée, faute d'informations et de chiffres fiables.

1 Burkina Faso

Classement 2022 : 1

Plongé dans le conflit depuis 2019, le Burkina Faso arrive en tête de liste des crises négligées pour la deuxième année consécutive. Avec un nombre record de 707 000 nouveaux déplacements à l'intérieur des frontières du pays, la crise humanitaire s'est poursuivie sans relâche en 2023, tandis que des centaines de milliers de personnes ont été coupées de l'aide.

Le nombre de personnes tuées dans les violences a doublé l'an dernier avec plus de 8 400 morts tandis que le nombre de réfugiés burkinabè en quête de sécurité dans les pays voisins a lui presque triplé, atteignant un total de 148 317 selon les chiffres du HCR. 42 000 personnes ont souffert de niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire et jusqu'à 2 millions de civils ont été piégés dans 36 villes sous blocus à travers le pays à la fin de l'année. Alors que les groupes armés ont continué d'imposer des interdictions de mouvement, peu ou pas d'aide humanitaire est parvenue dans certaines zones. Au moins un demi-million de personnes se sont rerouvées coincées dans une zone d'angle mort quasi total de l'assistance humanitaire.

Avec plus de 6 100 écoles fermées au printemps 2023, le Burkina Faso abritait près de la moitié de toutes les écoles fermées en Afrique centrale et occidentale. Jusqu'à 400 établissements de santé ont été fermés, et environ autant n'ont pu offrir qu'un service minimum, laissant 3,6 millions de personnes sans accès aux soins de santé, soit une augmentation de 70 % par rapport à 2022.

Le 8 février 2023, deux membres du personnel de Médecins Sans Frontières ont été assassinés par un groupe armé dans le nord-ouest du Burkina Faso, la première fois depuis le début du conflit que des travailleurs

humanitaires nationaux d'une ONG internationale furent tués dans l'exercice de leur fonction. L'accès routier à de nombreuses zones étant toujours entravé par des incidents de sécurité, la dépendance au pont aérien des organisations humanitaires s'est accrue, augmentant les coûts opérationnels et restreignant un peu plus le volume de l'assistance fournie aux personnes dans le besoin. Les financements ont diminué, ce qui a aggravé la pression financière sur les organisations humanitaires. Seuls 39 % du plan de réponse a été couvert en 2023, contre 43 % en 2022.

La couverture médiatique indépendante a diminué, plusieurs organes de presse internationaux et journalistes ayant été interdits de travailler au Burkina Faso en 2023. En outre, la presse nationale s'est détournée des sujets sensibles en raison des risques accrus.

Un nombre record de 6,3 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2024 et plus de 2 millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays. Alors que certains ont commencé à rentrer chez eux, les inquiétudes grandissent concernant la protection des civils. Les retours, qui, selon la Convention de Kampala, doivent être volontaires, dignes et sûrs, se dessinent comme un problème humanitaire majeur en 2024.



« Un jour, une milice est arrivée et nous a annoncé qu'elle ne voulait plus voir une seule personne dans ce village d'ici au lendemain. J'ai été kidnappé et sauvagement battu. J'ai survécu. Mon voisin non », a déclaré Ousmane, qui vit maintenant à Fada.
Photo : Ingebjørg Kårstad/NRC



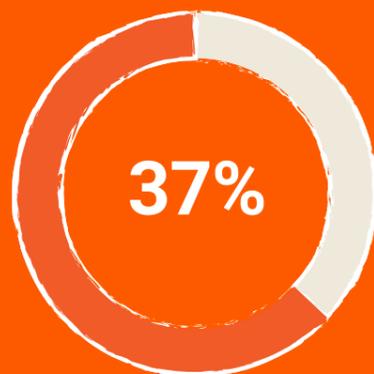
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.





Harouna et sa famille vivent depuis plus de 10 ans dans l'est du Cameroun après avoir fui les troubles en République centrafricaine. L'aide a progressivement diminué, leur donnant l'impression d'avoir été oubliés. Photo : Patricia Pouhe/NRC

Alors que la crise a entamé sa septième année, les violences incessantes du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun se sont poursuivies.

En parallèle, la situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord est devenue de plus en plus instable, les civils étant fréquemment pris pour cible par des groupes armés non étatiques alors que les combats s'intensifiaient dans la région du bassin du lac Tchad. Outre les pressions grandissantes à l'intérieur du pays, le Cameroun a également accueilli des réfugiés provenant des pays voisins, poussant le pays à ses limites.

L'escalade de la violence a obligé de nombreux Camerounais à fuir leurs foyers, entraînant le déplacement de 1,1 million de personnes à l'intérieur du pays d'ici à la fin de l'année. L'arrivée de réfugiés en provenance de la République centrafricaine voisine a mis à rude épreuve les ressources,

2 Cameroun

Classement 2022 : 8

avec près d'un demi-million de réfugiés résidant actuellement au Cameroun. L'accès aux services reste un défi dans la région de l'est, où la plupart des réfugiés se sont installés, avec une flambée occasionnelle des conflits autour des ressources.

Les habitants de la région de l'Extrême-Nord et des régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest ont lutté à trouver refuge dans un contexte de violations des droits humains, confrontés notamment aux meurtres et aux enlèvements. L'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins de santé de base est resté parallèlement limité dans l'ensemble du pays. La crise, qui se prolonge, acquiert une dimension socio-économique affectant tous les secteurs de l'économie et exacerbant l'insécurité alimentaire à la suite de la hausse du prix des denrées – au moins 2,5 millions de personnes subissent une dangereuse pénurie alimentaire.

Un total de 4,7 millions de personnes avaient besoin d'aide en 2023, alors que les fonds sont restés limités. Seul 32 % du plan d'intervention humanitaire ont été couvert par les bailleurs internationaux, le taux le plus bas depuis 2016. Cela a laissé des centaines de milliers de personnes sans services d'assistance et de protection vitaux, y compris des services de base tels que la santé et l'éducation, et l'aide juridique leur permettant d'obtenir des documents essentiels et des droits fonciers et de propriété.

La triple crise qui sévit dans le pays reste dans l'ombre des projecteurs, et la situation menace de stagner. La quantité croissante de besoins négligés conjuguée à une réponse léthargique de la part de la communauté internationale font que 2024 s'annonce comme une nouvelle année difficile pour le peuple camerounais.

3 RD Congo

Classement 2022 : 2

Pour la huitième année consécutive, la République démocratique du Congo (RD Congo) est restée parmi les crises les plus négligées au monde. Plus de 25 millions de personnes ont continué à faire face à de multiples situations d'urgence, et la violence dans l'est de la RD Congo s'est aggravée en 2023.

Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ont connu une escalade des combats et des conflits locaux. Les civils ont subi le plus gros des attaques, les combats ciblant souvent les camps informels et les centres urbains.

Quelque 6,9 millions de personnes à travers la RD Congo ont été déplacées à la fin de 2023, la majorité dans les provinces de l'est. Depuis la reprise des hostilités en mars 2022, plus de 1,6 millions de personnes ont été chassées de leurs foyers dans le Nord-Kivu, un nombre qui a fortement augmenté au cours des trois derniers mois de 2023. Dans la province d'Ituri, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées car le conflit a contribué à la rupture des relations sociales au sein des communautés.

Loin de chez elles, de nombreuses personnes vivaient dans des abris et des camps de fortune, avec un accès limité à l'eau potable et aucune possibilité d'assurer une éducation pour leurs enfants. En raison du manque d'aide, ces personnes ont de plus en plus recours à des mécanismes d'adaptation négatifs pour survivre, comme aller dans des zones dangereuses où les agressions sexuelles sont courantes pour ramasser du bois à vendre, ou échanger des faveurs sexuelles contre de la nourriture, de l'argent et d'autres opportunités.

Au cours des premiers mois de 2023, des attaques récurrentes ont frappé des villages de la province du Nord-Kivu, forçant des milliers de personnes à fuir vers Goma, la capitale de la province. Beaucoup ont trouvé refuge dans et autour des écoles. Photo : Beate Simarud/NRC



À la fin de 2023, la RD Congo était l'une des plus grandes crises de déplacement dans le monde.

Les zones moins touchées par les conflits ont également subi les conséquences de la négligence. Les différends concernant la terre et l'accès aux services de base ont mis en péril les régions plus stables de l'Ituri et du Nord-Kivu. Le financement humanitaire a eu du mal à répondre aux besoins, avec seulement 41 % des 2,25 milliards de dollars nécessaires couverts. Le financement du relèvement précoce a continué de faire défaut pour la plupart, et les causes profondes des différentes crises restent sans réponse.

Les tensions entre les communautés augmentent, car les investissements dans les solutions urgentes et durables restent rares. L'escalade de la violence au dernier trimestre de 2023 et les tensions croissantes dans la région des grands Lacs signifient que la RD Congo est en bonne voie pour être une fois de plus confrontée à une année 2024 difficile.

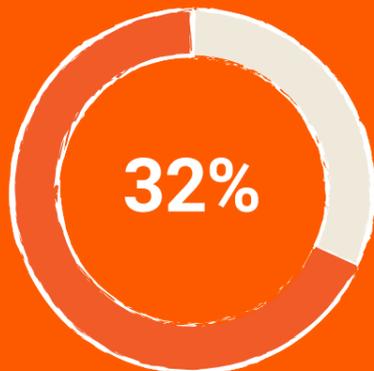
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



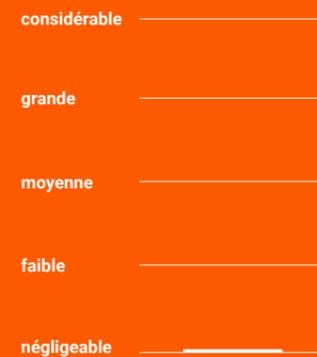
Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



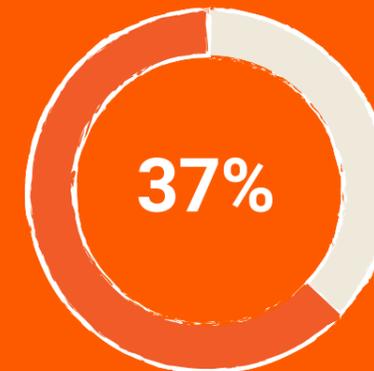
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



*Plan de réponse humanitaire + Plan de réponse régional



4 Mali

Classement 2022 : 7

le nombre de personnes jugées avoir besoin d'une aide humanitaire à la fin de 2023 est tombé à 7,1 millions, contre 8,8 millions en 2022. Cette diminution a été en partie motivée par la nécessité de redéfinir les priorités de l'aide humanitaire en raison du manque de financement.

L'accès humanitaire est devenu de plus en plus restreint suite aux affrontements dans les zones où les organisations humanitaires ont cherché à intervenir. Les restrictions de mouvements, imposées par des groupes armés pour contrôler pleinement la circulation des biens et des personnes, restreignent encore l'accès. L'attention des médias en 2023 s'est concentrée sur la situation sociopolitique et la reconquête du territoire, au détriment de la situation humanitaire, elle négligée.

L'impact du changement climatique au Mali est un facteur clé de la mobilité humaine et a conduit à une augmentation de l'insécurité alimentaire. Ce problème s'est aggravé en 2023 avec 2,5 millions de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire. Seulement 31 % des fonds nécessaires pour acheminer l'aide humanitaire ont été mobilisés en 2023, soit moins de la moitié de ce qui a été réalisé l'année précédente.

2024 pourrait engendrer des défis supplémentaires pour le peuple malien, avec une hausse de l'insécurité alimentaire, une vulnérabilité croissante au changement climatique, une intensification des affrontements armés et le déplacement continu de civils.

Dans le village de Tombonka, au centre du Mali, Fatoumata puise de l'eau dans un forage pour arroser sa nouvelle plantation culturale. L'accès à la terre est un défi, en particulier pour les femmes déplacées.
Photo : Ousmane Drabo/NRC

Le 30 juin 2023, à la demande des autorités maliennes, le Conseil de sécurité des Nations

Unies a décidé du retrait de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali (MINUSMA) du pays avant la fin de l'année, après dix ans d'opérations. Le retrait de la mission, forte de 13 000 hommes, a entraîné une recrudescence des combats entre l'armée de l'État et les groupes armés non étatiques dans le nord du Mali. Les personnes ont été obligées de fuir leurs foyers en quête d'un lieu sûr, et le Mali a dû faire face seul à la lutte contre les groupes armés.

En décembre 2023, plus de 340 000 personnes avaient été déplacées dans le pays. En dépit de la violence croissante,

5 Niger

Classement 2022 : *absent*

Autrefois symbole de stabilité en Afrique de l'Ouest, l'année 2023 a vu le Niger perdre le soutien politique et financier des pays occidentaux et rompre les liens avec ses partenaires régionaux de longue date. Le pays est confronté à une crise aux multiples facettes qui comprend des catastrophes climatiques, l'insécurité alimentaire et des épidémies. Près de 4,3 millions de personnes ont eu besoin d'assistance humanitaire en 2023.

Avant le coup d'État de juillet 2023, le Niger dépendait fortement de l'aide internationale pour l'accès aux services sociaux de base, tels que les soins de santé et l'éducation. Le pays recevait près de 2 milliards de dollars d'aide au développement chaque année. En tant que l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles du monde un tel soutien revêtait une grande importance.

Après le coup d'État, la situation a changé. L'aide au développement a été pour la plupart suspendue ou réduite par les principaux bailleurs, et seulement 43 % du plan de réponse humanitaire ont été financé. Les tensions politiques entre le Niger et des entités régionales, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont abouti à des sanctions sans dérogations humanitaires. Cela a exacerbé la situation économique désastreuse en restreignant l'accès des Nigériens aux services bancaires et au commerce. Les prix des denrées alimentaires et des biens essentiels ont flambé, les importations ayant été entravées. L'insécurité alimentaire a atteint un nouveau pic en 2023, avec 2,3 millions de personnes en crise alimentaire, plus du double du nombre de personnes touchées en 2022.



L'insécurité généralisée et le manque de fonds ont entraîné une augmentation spectaculaire des fermetures d'écoles à Tillabéri, au Niger, privant les enfants d'apprentissage et les laissant sans un réseau de soutien dont ils ont tant besoin.
Photo : Tom Peyre-Costa/NRC

En 2023, la montée de l'insécurité et la présence de groupes armés non étatiques dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri ont contraint plus de 335 000 personnes à quitter leurs foyers. Au cours de la même période, le Niger a accueilli 290 000 réfugiés et plus de 35 000 demandeurs d'asile fuyant les conflits dans les pays voisins.

A cause des contraintes administratives et un environnement sécuritaire turbulent, les organisations humanitaires ont eu du mal à atteindre les personnes dans le besoin. Conjuguées à un manque de financement, les contraintes d'accès ont fait que seul un quart des personnes visées par le plan de réponse humanitaire a été atteint.

La crise au Niger devrait s'aggraver en 2024. L'aide humanitaire et l'aide au développement continuent de diminuer tandis que l'attention du monde est focalisée sur d'autres pays, laissant des millions de personnes dans le besoin.

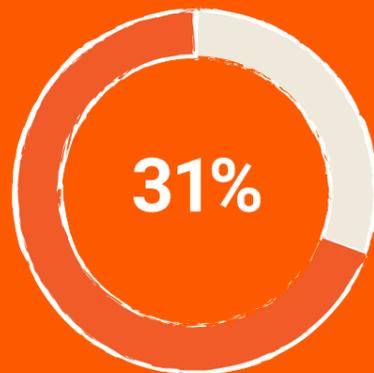
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



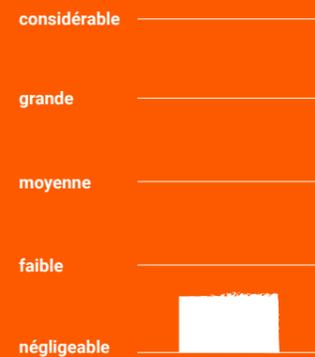
Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



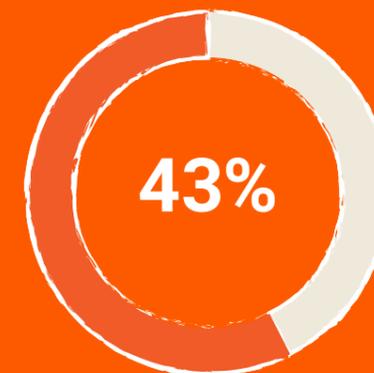
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



6 Honduras

Classement 2022 : *absent*

avaient besoin d'aide alimentaire, de protection contre la violence et d'autres produits de première nécessité. Le nombre de Honduriens qui sont retournés dans leur pays d'origine en 2023 a atteint 56 000. Grand nombre d'entre eux ont été forcés de rentrer et se sont trouvés très vulnérables, peinant à retrouver leurs marques et ayant besoin d'assistance humanitaire.

Le Honduras est un pays de transit pour de nombreux réfugiés et migrants qui traversent le pays dans l'espoir d'atteindre le Mexique ou les États-Unis. Ces personnes en déplacement ont besoin de soutien, par exemple un endroit sûr pour dormir et des soins de santé. Le nombre de personnes qui transitent a augmenté de façon exponentielle au fil des ans, avec plus de trois quarts de million de personnes traversant le Honduras en 2023.

Malgré l'augmentation des besoins, le Honduras continue d'être largement négligé par la communauté internationale et la réponse à la crise reste inadéquate. Le plan de réponse humanitaire n'a permis de lever que 14% des 280 millions de dollars requis en 2023, ce qui en fait la crise la plus sous-financée de toutes les crises étudiées dans ce rapport. Les efforts déployés par la communauté humanitaire pour attirer l'attention sur la crise n'ont trouvé aucun écho, et la situation risque de se détériorer si l'ONU n'intervient pas directement avec son propre plan de réponse humanitaire à l'avenir.

La violence sévit au Honduras. « Nous vivons enfermés dans nos quartiers, et les gangs nous ont humiliés. Nous ne pouvons rien dire, nous ne pouvons pas sortir », a déclaré Marina, une résidente de la capitale Tegucigalpa.
Photo : Ingrid Prestetun/NRC

Le Honduras s'est retrouvé en proie à une crise complexe en 2023.

Les habitants du pays ont été confrontés à une explosion de violences, au crime organisé et à la présence de gangs, parallèlement à l'impact des chocs climatiques, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire enracinées.

En 2023, 3,2 millions de personnes ont eu besoin d'aide humanitaire. Plus révoltant encore : le taux extrêmement élevé de féminicides au Honduras, avec une femme victime de meurtre presque tous les jours.

Ces facteurs ont poussé les gens à fuir leur foyer en quête de sécurité à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Près d'un quart de million de personnes déplacées

7 Sud-Soudan

Classement 2022 : *absent*

En 2023, le Sud-Soudan a dû faire face à une série de crises découlant de l'instabilité politique chronique et des conflits intercommunautaires. Le déclin économique, les fortes inondations et la sécheresse ont exacerbé la situation et entraîné de multiples cycles de déplacement.

Neuf millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire, soit environ 70 % de la population. En raison de la négligence et du sous-financement, seule une fraction de ces besoins a été satisfaite, laissant environ 6,9 millions de personnes confrontées à de graves pénuries alimentaires, dont 1,7 millions d'enfants souffrant de malnutrition.

Depuis le début du conflit au Sud-Soudan en 2013, une personne sur trois a été déplacée, souvent obligée de fuir plus d'une fois. Malgré la résilience des populations, l'ampleur des chocs qu'elles ont dû subir a affaibli leur capacité à se rétablir. Plus de quatre millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer, dont 2,2 millions qui ont fui le pays pour trouver refuge ailleurs. L'arrivée d'un demi-million de personnes fuyant la guerre au Soudan à la suite des événements d'avril 2023 a mis à rude épreuve les ressources. Il n'y avait déjà pas assez de nourriture, d'eau potable, d'abris, d'installations sanitaires et de soins de santé dans les zones vers lesquelles fuyaient les populations.

La négligence de la crise du Sud-Soudan peut être attribuée à son paysage politique complexe, où conflit et



politique se mêlent. La violence persistante, l'effondrement économique et la dépendance à l'égard des revenus pétroliers ont aggravé la crise. La violence endémique perpétue les déplacements et perturbe l'agriculture, augmentant l'insécurité alimentaire. Les dommages récents aux oléoducs posent un risque pour la stabilité du gouvernement et ont entraîné des troubles économiques et des pressions inflationnistes.

Les rapatriés sud-soudanais ont la possibilité de continuer à voyager au Sud-Soudan. Le moyen le plus simple de déplacer ces rapatriés est par bateau sur le Nil Blanc.
Photo : Richard Ashton/NRC

Sans un appui international accru et des changements de politique, le Sud-Soudan fait face à un avenir incertain. La crise économique, la guerre au Soudan et la perspective imminente d'élections à la fin de 2024 ne font qu'accroître l'incertitude, avec des répercussions potentielles pour le fragile accord de paix et la situation humanitaire.

Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



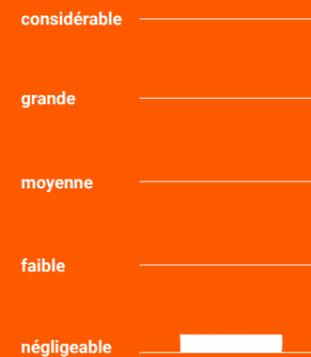
Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



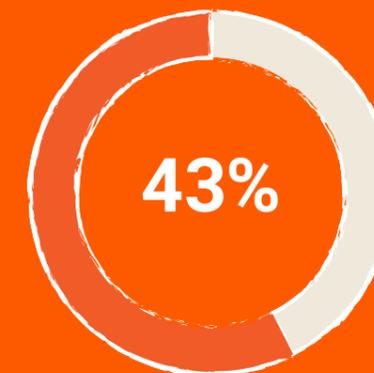
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



*Plan de réponse humanitaire + Plan de réponse régional



8 République centrafricaine

Classement 2022 : absent

et l'insécurité dans la zone frontalière. En conséquence, les relations commerciales se sont tendues et les prix des biens de première nécessité ont flambé. Les conditions de sécurité se sont également détériorées dans les zones frontalières avec le Tchad, marquées par la présence de groupes armés et le conflit entre bergers transhumants et agriculteurs tchadiens.

Un Centrafricain sur cinq est resté déplacé à l'intérieur du pays ou à l'étranger en raison des combats faisant rage. Les déplacements chroniques ont nui à la cohésion sociale au sein des communautés et entravé la possibilité de reconstruire le pays.

Dans le secteur de l'éducation, les besoins restaient importants. Le nombre d'enseignants permanents était bien inférieur aux besoins. Avec 11 180 enseignants du primaire dans le secteur public (chiffres de 2022), dont la majorité étaient des "maîtres-parents", des parents rémunérés par la communauté pour combler le manque d'enseignants, le ratio enseignant / élèves était d'un enseignant pour 113 élèves.

Les bailleurs humanitaires se sont détournés de la crise en RCA, tandis que les fonds de développement ont stagné. En 2023, seuls 59 % des fonds requis par le plan de réponse humanitaire ont été mobilisés, soit une baisse considérable par rapport aux années précédentes. La poursuite de la violence, une crise alimentaire qui se profile et la diminution des fonds sont autant de facteurs qui marquent une nouvelle année difficile pour les Centrafricains en 2024.

9 Tchad

Classement 2022 : absent

Après que la guerre a éclaté au Soudan en 2023, plus de 600 000 personnes ont traversé la frontière vers l'est du Tchad fuyant des attaques motivées par des considérations ethniques dans l'ouest du Darfour. La moitié de ces arrivants ont cherché refuge dans des camps informels et y sont restés des mois après avoir franchi la frontière. À Adré, près de la frontière avec le Darfour, on compte désormais plus de deux réfugiés pour un habitant.

Le Tchad est l'un des nombreux pays à subir le désintérêt international pour la crise plus large au Soudan. Le Tchad a accueilli près de 40 % des réfugiés soudanais en 2023, provoquant l'une des plus grandes crises de déplacements au monde dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. Ce pays enclavé de la région africaine du Sahel a l'un des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde, avec 42 % de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté. L'est du Tchad, où la plupart des réfugiés soudanais ont cherché la sécurité, est gravement sous-développé et les populations locales manquent de produits de première nécessité tels que de la nourriture et de l'eau.

Avant la crise actuelle, le Tchad accueillait déjà plus d'un demi-million de réfugiés originaires de pays voisins comme le Cameroun, la République centrafricaine et le Nigéria, ainsi que le Soudan lui-même. En outre, 200 000 Tchadiens ont été déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

Le Tchad est aujourd'hui le cinquième pays d'accueil de réfugiés dans le monde par habitant, et le nombre de réfugiés fuyant la violence au Soudan devrait atteindre un million d'ici la fin de 2024.



« J'étais enceinte de deux mois lorsque des hommes armés sont venus défoncer notre porte cherchant mon mari pour le tuer », a déclaré Mariam. Heureusement, la famille a réussi à trouver refuge au Tchad. Photo : Karl Schembri/NRC

*Noms modifiés pour protéger les identités.

Les médias internationaux ont à peine relayé la situation au Tchad en 2023, et ont progressivement passé sous silence la crise plus large ayant gagné le Soudan. Les Nations Unies et d'autres organisations humanitaires ont tiré la sonnette d'alarme pour intensifier le soutien à la situation d'urgence dans l'est du Tchad, mais avec peu d'effets. Seul un peu plus d'un tiers des fonds de réponse humanitaire n'a été accordé par rapport aux 998 millions de dollars requis en 2023.

Négliger la crise dans l'est du Tchad rend les réfugiés et les populations locales très vulnérables. Le Tchad est menacé de catastrophe climatique, aux prises avec la violence dans le bassin du lac Tchad et souffre d'un manque chronique de services de base dans tout le pays. Le nombre de réfugiés augmente et plus de 2,9 millions de personnes devraient souffrir d'insécurité alimentaire en 2024.

Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



Financement humanitaire :

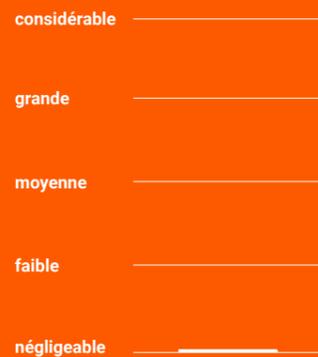
Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



*Plan de réponse humanitaire + Plan de réponse régional

Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



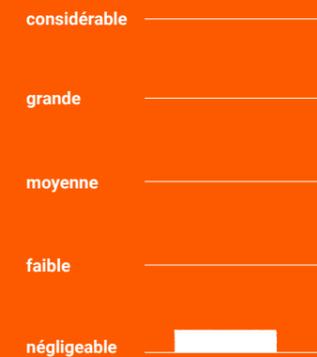
Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



10 Soudan

Classement 2022 : 4

entières contraintes de fuir, tandis que le viol et la violence sexuelle étaient fréquemment utilisés comme tactiques de guerre. Le peuple soudanais s'est retrouvé sans perspective de gagner de quoi vivre à mesure que l'économie s'effondrait et que les prix connaissaient une flambée vertigineuse.

1,4 million de personnes ont fui la frontière et plus de 8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, faisant du Soudan la plus grande crise de déplacement interne au monde. Les infrastructures essentielles, y compris les réseaux d'approvisionnement en eau et les établissements de soins de santé, ont été gravement endommagés. Au total, plus de la moitié de la population soudanaise – près de 25 millions de personnes – avait besoin d'aide humanitaire.

Malgré l'ampleur de la crise et son effet déstabilisateur sur la zone située entre la mer Rouge et le Sahel, elle est restée largement négligée par la communauté internationale. À la fin de 2023, la réponse humanitaire était financée à moins de la moitié, même si des signes inquiétants de famine commençaient à apparaître.

Les efforts diplomatiques étaient largement dispersés et n'ont pas constitué une priorité, et le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est vu face à des violations flagrantes du droit international humanitaire par les parties au conflit. Avec l'interdiction des médias de pénétrer dans le pays et un nombre négligeable de titres consacrés au conflit, le Soudan s'est effondré dans le silence.



Awadia a vécu une vie de déplacement à travers le Soudan. À présent, elle est à nouveau déplacée dans la province du Nil Blanc après avoir fui la violence dans la capitale Khartoum.
Photo : Ahmed Omer/NRC

Le mois d'avril 2023 a constitué l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire du Soudan. Des années de violences croissantes ont culminé en une guerre qui a ravagé le pays et a eu des effets dévastateurs sur la vie des civils. Une guerre sans répit, d'une violence aveugle, a détruit Khartoum, la capitale du Soudan, et a déchiré les régions du Darfour et du Kordofan, ainsi qu'Al Jazirah, le grenier du pays.

Le bilan humain des combats reste inconnu, certaines sources faisant état d'entre 13 000 et 26 000 morts. D'innombrables foyers ont été détruits et plus d'une centaine de villages et camps de personnes déplacées ont été rasés. Les attaques à grande échelle motivées par des considérations ethniques au Darfour ont entraîné des massacres et le déplacement de communautés

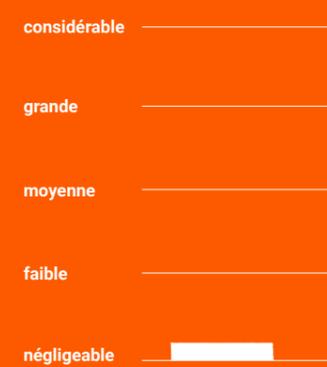
Conclusions

Bien que chacune des dix crises décrites dans le présent rapport doit faire l'objet d'un soutien et d'une attention spécifiques, nous pouvons tirer plusieurs conclusions générales :

- La majorité des crises évoquées dans le rapport de cette année l'ont déjà été à maintes reprises dans des rapports précédents, et pourtant, d'autres crises tombent encore dans le cercle vicieux de la négligence. Les classements qui auraient positionné en troisième un pays sur la liste de l'année dernière le laissent en dehors du top dix de cette année en raison d'une tendance générale vers le bas selon les trois critères utilisés par NRC pour mesurer la négligence. La négligence politique internationale, la couverture médiatique limitée, la lassitude des bailleurs et les besoins humanitaires de plus en plus importants contribuent à une tendance plus large à la négligence.
- La plupart des crises humanitaires actuelles sont de nature prolongée et impliquent de multiples crises parallèles. Dans tous les pays étudiés dans ce rapport, la combinaison désastreuse de conflits et de violence, de tensions intercommunautaires, de déplacements et de catastrophes récurrentes induites par le changement climatique rend les besoins humanitaires d'autant plus importants.
- Bon nombre des crises négligées présentées dans ce rapport sont interconnectées. Une crise dans un pays entraîne souvent des répercussions au-delà de ses frontières, affectant les pays et les populations voisins, et provoquant parfois un impact régional plus large. La course aux ressources entre les réfugiés et les communautés locales est une source de tension dans la plupart des pays représentés, en partie motivée par le manque de financement. Une approche cloisonnée de ces crises pourrait ne plus suffire.
- Les niveaux de faim sont de plus en plus aigus dans tous les pays ci-mentionnés, un problème exacerbé par l'inflation et les catastrophes d'origine climatique.
- Les déplacements liés au conflit sont en augmentation et le nombre de personnes déplacées dans le monde a atteint un record désastreux en 2023.
- Le fossé toujours plus grand entre les besoins et la réponse humanitaire aggrave les vulnérabilités, en particulier pour les populations déplacées. Sur les 39 pays analysés, 14 étaient financés à moins de 40 % en 2023, contre cinq en 2022. Ce manque de financement, et la nature souvent à court terme du financement, ajoutent à la négligence. La réponse humanitaire reste insuffisante et ne permet pas de répondre aux besoins les plus élémentaires et les plus urgents des populations.
- Dans le même temps, la suspension des fonds de développement par certains bailleurs en réponse à une prise de pouvoir par des acteurs non élus aggrave l'état de crise.
- Dans de nombreux pays couverts par ce rapport, les populations sont de moins en moins en mesure d'accéder à l'aide humanitaire et aux services de base en raison des hostilités en cours, des obstacles bureaucratiques et d'un manque de respect fatal du droit international humanitaire de la part des parties aux conflits.
- Le manque d'attention des médias à l'égard de ces crises négligées est souvent aggravé par des restrictions strictes imposées à la liberté de la presse et à la capacité des journalistes de se rendre dans certaines zones où les besoins humanitaires sont importants.
- Dans les pays touchés par un conflit et les situations de déplacements répétés, seuls des accords de paix durables et des solutions politiques inclusives permettront aux populations de reprendre et de reconstruire leur vie. Des efforts politiques supplémentaires – aux niveaux national, régional et international – et une diplomatie humanitaire renforcée sont essentiels pour encourager les parties à rejoindre ou à retourner à la table des négociations.

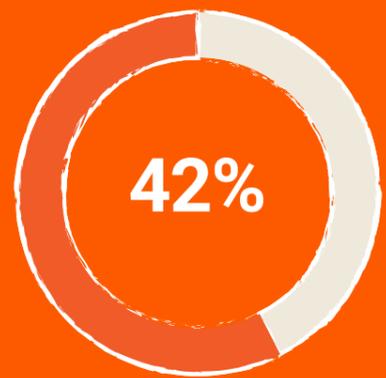
Couverture médiatique :

Couverture médiatique de la crise de déplacement par rapport au nombre de personnes déplacées.



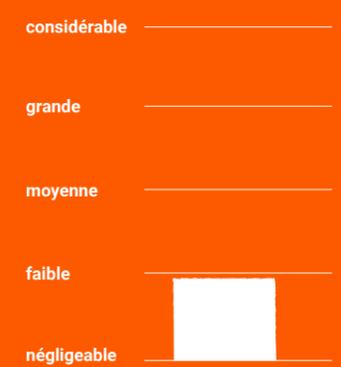
Financement humanitaire :

Pourcentage du financement humanitaire demandé reçu.



Engagement politique :

La volonté de la communauté internationale de contribuer à des solutions politiques.



Recommandations →

Recommandations

Bien qu'une formule identique ne fonctionne pas pour toutes les crises de déplacement négligées dans ce rapport, les recommandations ci-dessous suggèrent plusieurs actions qui peuvent être prises par différentes parties prenantes pour remédier à la négligence politique, financière et médiatique.

Recommandations aux gouvernements bailleurs :

- Fournir une aide humanitaire en fonction des besoins des personnes touchées, et non en fonction d'intérêts géopolitiques ou du degré d'attention médiatique à l'égard de certaines crises. De même, veiller à ce que toutes les questions humanitaires bénéficient d'une répartition équitable des ressources afin d'éviter que certains secteurs, tels que l'éducation et la protection, soient négligés de façon récurrente.
- Accroître le financement de qualité dans le système humanitaire – y compris des allocations à temps, flexibles et pluriannuelles – en plus du financement direct pour les acteurs locaux conformément aux engagements du Grand Bargain. Cela permettra de mieux s'attaquer aux facteurs qui se chevauchent que sont les conflits et la violence, les déplacements de population et les catastrophes récurrentes liées au climat.
- Collaborer avec un groupe plus large de parties prenantes pour attirer des contributions financières supplémentaires dans le système humanitaire. User de leur influence diplomatique pour régler les problèmes d'accès ou d'autres contraintes opérationnelles et amener les parties en conflit à la table de négociation.
- Influencer les acteurs du financement du développement, y compris les institutions financières internationales et les acteurs du financement du climat, afin d'encourager les investissements dans les contextes touchés par les déplacements. Le financement complémentaire de l'aide humanitaire, du développement et du climat est essentiel pour répondre aux besoins des personnes touchées par le déplacement, relever les défis récurrents et s'attaquer aux causes profondes.
- Dans les contextes où il y a eu des changements anticonstitutionnels de gouvernement, éviter de suspendre automatiquement le financement du développement, car cela exacerbe des situations humanitaires déjà désastreuses. Les bailleurs doivent trouver d'autres modalités pour continuer à répondre aux besoins des populations dans les zones ou les pays régis par des autorités de facto.
- Soutenir la capacité des humanitaires à travailler dans des contextes complexes en simplifiant les procédures de diligence raisonnable. Proposer des modèles de partage des risques plus gérables pour les agences d'aide et les partenaires locaux, et mettre en

œuvre des garanties humanitaires cohérentes dans le cadre des sanctions et des lois antiterroristes.

- Passer de discussions réactives à des discussions proactives pour répondre aux crises de déplacement négligées en lançant des mécanismes et des plateformes pour remettre les pays au centre de l'attention. En collaboration avec des États animés par les mêmes valeurs, organiser des événements d'engagement de haut niveau, nommer des envoyés spéciaux et défendre les mécanismes de redevabilité ou de dialogue politique, le cas échéant.
- Augmenter les budgets humanitaires et de développement, en particulier pour les crises négligées et sous-financées, afin d'atteindre l'objectif actuel selon lequel les pays doivent consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD). Dans le même temps, veiller à ce que toute augmentation des dépenses consacrées aux réfugiés dans les pays ne dépasse pas la croissance de l'aide humanitaire internationale à l'étranger.
- S'engager à augmenter les quotas de réinstallation des réfugiés et garantir des itinéraires sûrs et légaux à tous ceux qui fuient toutes les crises – et pas seulement à ceux qui font la une des journaux..

Recommandations aux états membres de l'ONU :

- Veiller à ce que les situations de crises négligées ou prolongées reçoivent une attention adéquate de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) et des instances et organes multilatéraux compétents. Cela inclut la tenue de réunions géographiques, régionales et thématiques dédiées, et la présentation de votes ou de résolutions, le cas échéant.
- Privilégier un engagement diplomatique et une médiation efficace avec toutes les parties au conflit pour garantir un accès humanitaire sans entrave et la protection des populations vulnérables, en particulier dans les contextes politiquement sensibles où les processus existants risquent de ne pas être productifs.
- Utiliser pleinement le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies pour exhorter toutes les parties au conflit à respecter le droit humanitaire international, en particulier dans un contexte de violations croissantes de la protection des civils, de contraintes d'accès et de mépris des règles de la guerre. Lorsque des violations sont constatées, soutenir les mécanismes internationaux de redevabilité.

- Favoriser un engagement politique de haut niveau à l'échelle nationale et régionale en faveur de solutions politiques inclusives. Seule la fin des conflits et de la violence apportera une stabilité à long terme dans les crises de déplacement complexes et prolongées.

- Aider les organisations humanitaires à garantir un accès sûr et sans entrave aux zones difficiles d'accès. Éliminer et prévenir les contraintes bureaucratiques et administratives de plus en plus omniprésentes, et négocier avec toutes les parties à un conflit.

- Veiller à ce que les mesures et les sanctions antiterroristes n'aient pas d'impact involontaire sur les organisations humanitaires qui travaillent dans des environnements difficiles et tentent d'atteindre rapidement et en toute sécurité les personnes qui sont le plus dans le besoin. Les États membres doivent inscrire rapidement et de manière cohérente dans leur législation nationale les exemptions humanitaires prévues par la résolution 2664 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

- Veiller à ce que le mandat des missions de maintien de la paix des Nations Unies tienne compte des préoccupations humanitaires, en leur dotant de ressources suffisantes et donner la priorité à la protection des civils. Il est tout aussi important d'assurer une coordination étroite avec les organismes d'aide et de rendre des comptes aux populations locales.

Recommandations aux organisations humanitaires :

- Renforcer le leadership humanitaire dans les pays, notamment par l'intermédiaire de directeurs de pays et de coordonnateurs humanitaires expérimentés, capables de s'engager auprès des parties prenantes nationales et internationales au nom de la communauté humanitaire et de soulever les questions au plus haut niveau.
- Renforcer les capacités et les activités de diplomatie humanitaire parmi les dirigeants humanitaires dans les pays et les régions touchés par des crises de déplacement prolongées et négligées.
- Intensifier les efforts de plaidoyer auprès de nouvelles parties prenantes pour élargir la base des bailleurs – y compris les nouveaux pays bailleurs, le secteur privé et les fondations.
- Fournir aux bailleurs des analyses fondées sur des données probantes pour aider à définir les allocations annuelles de l'aide humanitaire en fonction de la gravité des besoins.
- Améliorer la coordination entre les organisations d'aide sur le terrain. Optimiser l'utilisation des ressources et éviter toute concurrence inutile pour les ressources limitées disponibles.
- Investir dans le plaidoyer. Souvent, les opérations nationales qui reçoivent le moins de fonds n'ont pas

les moyens de se doter des ressources en matière de plaidoyer et de communication, ce qui crée un cercle vicieux et rend difficile d'attirer l'attention sur ces crises au niveau international.

- Établir des liens avec des groupes de réflexion sur la politique étrangère, des instituts de recherche et d'autres organisations qui peuvent aider à aborder les crises négligées sous différents angles. Faire pression collectivement pour que les questions humanitaires soient incluses dans des débats ou des décisions politiques plus larges.

Recommandations aux journalistes et aux rédacteurs en chef :

- Investir dans le journalisme sur les crises peu médiatisées et s'engager à informer le public sur des sujets et des contextes qui échappent souvent à l'attention des médias. Rapporter de manière à mettre l'accent sur les histoires humaines, l'impact humanitaire des conflits et les solutions nécessaires à toutes les parties.
- Si des formalités administratives telles que l'absence d'autorisations pour les médias, de visas ou d'autres problèmes d'accès, entrave les reportages sur une crise, utiliser les plateformes médiatiques pour plaider en faveur des changements nécessaires. Explorer des solutions numériques et à distance pour obtenir des comptes rendus de première main de la part des personnes sur le terrain.
- Plaider en faveur de la protection de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes afin de garantir que les journalistes nationaux et internationaux travaillant dans les pays touchés par la crise puissent continuer à faire des reportages.

Recommandations au grand public :

- Contribuer à faire en sorte que le gouvernement et les responsables politiques du pays rendent des comptes sur les engagements existants concernant les niveaux d'aide et les politiques liées aux déplacements – tels que les itinéraires légaux pour les migrants et les demandeurs d'asile et les quotas de réinstallation - en écrivant des lettres, en signant des pétitions et en soumettant des questions aux assemblées nationales législatives.
- Se documenter sur les crises négligées et soutenir un journalisme de qualité qui couvre les conflits oubliés. Parler de ces crises et partager des articles et des histoires sur les médias sociaux.
- Lors d'un don à une crise, essayer de donner aussi généreusement à ceux qui sont loin des projecteurs des médias qu'à ceux qui font les gros titres. Si possible, en faire un don sans restriction afin qu'il puisse être dépensé sur la crise qui en a le plus besoin à ce moment-là.



CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS